

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

Quatrième Commission
7e séance
tenue le
vendredi 8 octobre 1999
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 7e SÉANCE

Président : M. ZAKHEOS (Chypre)

SOMMAIRE

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (TERRITOIRES NON COUVERTS AU TITRE D'UN AUTRE POINT DE L'ORDRE DU JOUR)* (suite)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e) DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 93 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES ECONOMIQUES ET AUTRES PREJUDICIALES AUX INTERETS DES PEUPLES DES TERRITOIRES NON AUTONOMES* (suite)

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES* (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL* (suite)

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES* (suite)

* Points que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.4/54/SR.7
15 mars 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (TERRITOIRES NON COUVERTS AU TITRE D'UN AUTRE POINT DE L'ORDRE DU JOUR) (suite)

POINT 92 DE L'ORDRE DU JOUR : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUEES EN VERTU DE L'ALINEA e) DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 93 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES ECONOMIQUES ET AUTRES PREJUDICIALES AUX INTERETS DES PEUPLES DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR : APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIES A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR : MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES (suite)

Projet de résolution sur les renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, présenté au titre du point 92 (A/54/23 (Part III), chap. XIII, sect. A)

1. M. DUFFY (Etats-Unis d'Amérique), parlant en guise d'explication de vote avant le vote, dit que, comme les sept années précédentes, la délégation américaine s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution puisque l'Assemblée y exprime son propre avis quant à la question de savoir, si un de ces territoires est devenu autonome. Les Etats-Unis estiment qu'il appartient à la puissance administrante elle-même de déterminer si ses obligations au titre de l'Article 73 e) ont cessé.

2. Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Belgique, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Espagne, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Koweït, Luxembourg, Maldives, Malte, Mexique, Myanmar, Namibie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Yémen.

/...

Votent contre :

Néant

S'abstiennent :

Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Par 84 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

4. Mme BAMBER (Royaume-Uni) dit que, comme les années précédentes, le Royaume-Uni s'est abstenu lors du vote sur le projet de résolution. Le Royaume-Uni n'a pas de problème avec la teneur essentielle du projet de résolution et continuera à respecter pleinement ses obligations concernant ses territoires d'outre-mer.

5. Toutefois, la décision finale sur la question de savoir si un territoire non autonome a atteint un niveau d'autonomie suffisant pour libérer la puissance administrante de l'obligation de soumettre des renseignements en vertu de l'Article 73 e) de la Charte incombe au gouvernement du territoire intéressé et à la puissance administrante, et non à l'Assemblée générale.

Projet de résolution sur les activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes, présenté au titre des points 93 et 18 (A/54/23 (Part III), chap. XIII, sect. B)

6. M. DUFFY (Etats-Unis d'Amérique) propose la suppression du paragraphe 7 du projet de résolution à l'examen. Les Etats-Unis n'acceptent pas la conclusion figurant au projet de résolution selon laquelle l'existence même d'activités économiques étrangères est un obstacle à l'autodétermination. Le texte de la résolution s'est amélioré ces dernières années, mais les Etats-Unis se verront obligés à voter contre à moins que le paragraphe 7 ne soit omis. Ce paragraphe n'est pas nécessaire, puisque les sujets de préoccupation sont mentionnés aux paragraphes 4 et 5. En outre, le paragraphe donne l'impression que ces activités se déroulent continuellement dans tous les territoires non encore parvenus à l'autonomie. La pêche illégale est nuisible où qu'elle se produise, pourtant le paragraphe 7 dit que cette activité est particulièrement préjudiciable aux territoires non autonomes. Les Etats-Unis rejettent cette affirmation.

7. M. SATTAR (Secrétaire de la Commission) dit que, sur demande des Etats-Unis, on procédera à un vote séparé sur le paragraphe 7. Les délégations qui appuient ce paragraphe devraient voter "pour", alors que celles qui appuient sa suppression devraient voter "contre".

8. Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bahamas, Bélarus, Bénin, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Equateur, Egypte, Fédération de Russie, Ghana, Guinée,

/...

Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande, Tunisie, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Etats-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Guatemala, Haïti, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Suède, Turquie, Ukraine.

9. Le paragraphe 7 du projet de résolution est maintenu par 52 voix contre 3, avec 38 abstentions.

10. Il est procédé au vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Espagne, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Koweït, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Nouvelle-Zélande, Norvège, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Singapour, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Etats-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent :

France, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

11. Le projet de résolution est adopté par 97 voix contre 2, avec 3 abstentions.

/...

12. M. ISLAM (Pakistan), parlant sur une motion d'ordre, fait observer que le nombre de délégations participant au vote sur les deux premières résolutions en 1999 est inférieur de 60 % à celui de l'année précédente. En 1998, la première résolution a été adoptée par 156 voix contre 2, avec 5 abstentions. La deuxième a obtenu 154 voix. Sa délégation s'inquiète de cette baisse, qui tient peut-être à des difficultés de calendrier qui ont provoqué l'absence de nombreuses délégations. Il faut réfléchir à la mauvaise impression créée par cette situation quant à la volonté de la Commission de s'occuper des questions dont elle est saisie.

13. M. SINHA (Inde) dit que conformément à ses données, l'année précédente, le nombre de voix exprimé a été le suivant : 116 voix pour la première résolution, zéro contre et 5 abstentions; 60 voix en faveur du maintien du paragraphe 7, 42 contre et 3 abstentions; 120 voix pour la deuxième résolution dans son ensemble, 2 contre et 3 abstentions. Il partage la préoccupation du représentant du Pakistan quant à la baisse du nombre de délégations présentes et votantes, bien qu'il ne pense pas que la baisse soit significative.

14. Le PRESIDENT dit que le vote est conduit conformément au Règlement intérieur et qu'il va continuer.

Projet de décision concernant les activités militaires des puissances coloniales et dispositions à caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration

15. Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, El Salvador, Equateur, Egypte, Ghana, Guinée, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande, Tunisie, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas., Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède, Turquie, Ukraine.

S'abstient :

Bélarus

/...

16. Le projet de décision est adopté par 61 voix contre 40, avec une abstention.

17. Mme SALL (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, dit que l'Union européenne reconnaît les progrès accomplis dans les travaux du Comité spécial de la décolonisation et espère qu'il continuera à veiller à ce que les textes qu'il présente soient équilibrés de façon à obtenir le plus large appui possible. L'Union européenne réitère qu'elle appuie l'adoption - pour la deuxième année consécutive - de la résolution globale sur les petits territoires et se félicite des progrès réalisés vers un plus large consensus sur la résolution relative aux activités économiques.

18. Malheureusement, comme les années précédentes, l'Union européenne s'est vu obligée de réitérer ses objections contre le projet de décision relatif aux activités militaires, puisque cette question ne relève pas de sa compétence. Pour cette raison, ses Etats membres ont voté contre le projet de décision.

19. M. DUFFY (Etats-Unis d'Amérique) dit que les Etats-Unis ont voté contre le projet de décision, car ils n'acceptent pas l'hypothèse sur laquelle il repose, à savoir que l'existence même d'activités militaires dans les territoires non autonomes viole leur droit à l'autodétermination. Le droit de légitime défense est consacré par la Charte des Nations Unies. En outre, il est largement reconnu que les Etats ont le droit de développer des systèmes de sécurité collective. Par conséquent, c'est dans cette optique que les situations dans les territoires non autonomes doivent être envisagées.

20. M. THAPA (Népal), M. TANOHO BOUTEHOUE (Côte d'Ivoire), M. MAULION (Philippines), M. BLIZNIKAS (Lituanie), M. SUN SWON (Cambodge), M. CONTRERAS (Venezuela), M. NTAKHWANA (Botswana), M. LYBEROPOULOS (Grèce), M. LEDENEV (Fédération de Russie), M. MATCHAVARIANI (Géorgie), M. ALI (Malaisie), M. CHEKENYERE (Zimbabwe), M. MUBEBO (Zambie), M. STANISLAS (Grenade), Mme OTITI (Ouganda), M. NKINGIYE (Burundi) et M. BANTOLE (Bénin) disent que si leurs délégations avaient été présentes pour le vote sur le projet de résolution concernant les renseignements relatifs aux territoires non autonomes en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte, ils auraient voté en faveur.

Projet de résolution concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies présenté au titre des points 94 et 12 (A/54/23 (Part III), chap. XIII, sect. C)

21. M. DUFFY (Etats-Unis d'Amérique), expliquant son vote avant le vote, dit que sa délégation s'abstiendra; elle pense que le projet de résolution est superflu et qu'il lie de manière inopportune les travaux des institutions spécialisées et d'autres organismes à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces institutions n'ont pas besoin de directives autres que celles figurant dans leurs mandats.

22. Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Equateur, Egypte, Ghana, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Singapour, Thaïlande, Tunisie, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède, Turquie, Ukraine.

23. Le projet de résolution est adopté par 67 voix contre zéro, avec 39 abstentions.

24. Mme SALL (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, réitère l'appui de l'Union européenne aux efforts des institutions spécialisées visant à aider les territoires non autonomes dans les domaines humanitaire, technique et éducationnel. En même temps, les mandats de ces institutions doivent être strictement respectés. Les Etats membres de l'Union européenne se sont par conséquent abstenus lors du vote.

25. M. HUNTE (Sainte-Lucie) dit que sa délégation a voté en faveur du projet de résolution relatif à la fourniture d'assistance par les institutions spécialisées aux territoires non autonomes, puisque le mandat de beaucoup de ces organisations envisage pareille assistance.

Projet de résolution relatif aux moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes, présenté au titre du point 95 (A/C.4/54/L.5)

26. Le PRESIDENT annonce que la République islamique d'Iran et la Thaïlande se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

27. Le projet de résolution est adopté sans vote.

/...

Incidences financières des projets de résolutions

28. M. SATTAR (Secrétaire de la Commission), se référant aux recommandations du Comité spécial de la décolonisation (A/54/23) (Part III), chap. XIII, sect. D-F) dit que leur mise en oeuvre n'aura pas d'incidences financières pour l'exercice biennal 2000-2001. Les articles 8-11 du projet de résolution A/C.4/54/L.3 n'auront pas d'incidences financières sur le budget-programme ordinaire.

Projet de résolution relatif à la question du Sahara occidental présenté au titre du point 18 (A/C.4/54/L.3)

29. Le projet de résolution est adopté sans vote.

30. Mme SILFVERBERG (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, des pays associés : Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie, et, en plus, de l'Islande et de la Norvège, dit que l'Union européenne se félicite de l'adoption, sans vote, de la résolution relative au Sahara occidental et réitère son appui au plan de règlement des Nations Unies, rappelant à cet égard sa déclaration du 21 juin 1999 sur cette question.

31. L'Union européenne espère que les procédures d'identification et d'appel pourront être rapidement achevées afin que le référendum puisse avoir lieu conformément au calendrier provisoire. Elle partage l'avis du Secrétaire général, à savoir que malgré quelques retards, le processus témoigne de l'intention des parties de maintenir le progrès vers le référendum.

32. L'Union européenne accueille avec satisfaction la nomination du nouveau Représentant spécial et du nouveau Représentant spécial adjoint, ainsi que du nouveau Président de la Commission d'identification, et leur exprime son plein appui.

33. L'Union européenne demande instamment aux parties de collaborer pleinement avec le Secrétaire général, son Envoyé personnel et son Représentant spécial afin de faire avancer le plan de règlement dans tous ses aspects. La coopération des parties avec la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), appelée à jouer un rôle décisif dans le processus de paix, garde toute son importance.

34. M. SNOUSSI (Maroc) expliquant sa position après l'adoption de la résolution, remercie le Président pour le projet qu'il a présenté, qui a permis d'éviter les conflits mesquins habituels et de gagner beaucoup de temps. La position du Gouvernement marocain, c'est que la question du Sahara occidental n'est pas une question de décolonisation, mais de préservation de l'intégrité territoriale du Maroc. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement marocain ne se sent pas lié par les dispositions de la résolution adoptée qui parlent de décolonisation. La question est traitée par le Conseil de sécurité, qui a élaboré plusieurs textes juridiques définissant la cadre du processus en question. Le Maroc souligne sa volonté de collaborer avec les organismes créés par le Conseil de sécurité en vue de l'organisation d'un référendum juste, transparent et démocratique et, à cet effet il continuera à appuyer les travaux de la MINURSO. Il compte sur ses partenaires pour veiller, entres autres, à l'enregistrement des réfugiés et à leur protection, ainsi qu'à leur libre

/...

participation au référendum. Le Gouvernement marocain estime que les habitants présents et passés du territoire et ceux qui ont des liens de sang avec celui-ci doivent avoir l'occasion de faire connaître leur avis conformément au principe de l'autodétermination.

Projet de décision relatif à la question Gibraltar, présenté au titre du point 18 (A/C.4/54/L.4)

35. Le projet décision est adopté sans vote.

Projet de décision relatif à la question de la Nouvelle-Calédonie présenté au titre du point 18 (A/54/23 (Part III), chap. XIII, sect. D)

36. M. MEKDAD (Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), donne lecture aux changements convenus aux cours des consultations. Le sixième alinéa du préambule doit être supprimé. Le paragraphe 7 doit être ainsi modifié : "Engage toutes les parties concernées, dans l'intérêt de tous les Néo-Calédoniens, à poursuivre, dans le cadre de l'Accord de Nouméa, leur dialogue dans un esprit d'harmonie;" et placé immédiatement après le paragraphe premier. Le paragraphe 5 doit se lire ainsi : "Se félicite du fait que la Puissance administrante ait invité, au moment où les nouvelles institutions sont mises en place, une mission d'information comprenant des représentants des pays de la région du Pacifique." Au paragraphe 8, à la quatrième ligne, les mots "des Accords de Matignon et de Nouméa" sont à remplacer par "de l'Accord de Nouméa". Le paragraphe 14 doit se lire : "Se félicite, à cet égard, de l'accession de la Nouvelle-Calédonie au statut d'observateur du Forum du Pacifique Sud, des visites de haut niveau que des délégations de pays de la région du Pacifique continuent de faire en Nouvelle-Calédonie et de celles que des délégations néo-calédoniennes continuent de faire dans les pays membres du Forum du Pacifique Sud;" .

37. Le projet de résolution, tel que modifié oralement, est adopté sans vote.

Projet de résolution relatif à la question de Tokélaou, présenté au titre du point 18 (A/54/23 (Part III), chap. IX, sect. E)

38. Le projet de résolution est adopté sans vote.

Projet de résolution concernant les territoires suivants : Anguilla, Bermudes, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène, Samoa américaines (A/54/23 (Part. III), chap. XIII, sect. F)

39. M. OVIA (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que lors de récentes consultations, il a été décidé d'insérer à la section XI, paragraphe 7 du projet de résolution le mot "approprié" après le mot "allégement".

40. M. DAUSA CESPEDES (Cuba) note que le mot "Guam" a été omis dans la présentation du point à la séance et dans le Journal.

41. Le PRESIDENT s'excuse de cette omission.

/...

42. Le projet de résolution, modifié oralement, est adopté sans vote.

43. Le PRESIDENT fait observer que la Commission a ainsi achevé l'examen des points concernant la décolonisation.

La séance est levée à 11 h 25.